

CIBLE

Explosion

Les dirigeants du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale avouent publiquement que leur stratégie économique et financière « *n'a pas arrêté la progression de la pauvreté* ». C'est en effet le moins qu'on puisse dire : un système fondé sur l'exploitation et l'exclusion du plus grand nombre ne peut manquer de provoquer l'injustice et la misère croissante.

Mais cette prise de conscience tardive ne sert à rien puisque ce sont toujours les mêmes recettes qui sont utilisées. Ainsi en Argentine. Pour obtenir du FMI un énorme prêt, le gouvernement a annoncé un plan particulièrement drastique d'économies : abolition du système de sécurité sociale, révision du régime de retraites des employés du secteur public, et même privatisation de certains services fiscaux. Ceci dans une nation déjà massivement touchée par le chômage et la pauvreté.

L'annonce de ces mesures criminelles a provoqué une explosion de colère dans le pays : grèves et émeutes se succèdent, entraînant une sanglante répression.

Contre la poignée de schizophrènes qui prétendent gouverner le monde, pas d'autre solution que la lutte à outrance.

PISTES

Nouvelles actions solidaires

Gaullisme

Captation d'héritage

p. 4

Idées

Le génie de Bainville

p.9

La raison du plus fou

Le Premier ministre n'a pas su prévoir ni arrêter la panique alimentaire. Pire : il l'a entretenue par sa méconnaissance du phénomène. Il est inquiétant que le pays soit « gouverné » par un homme qui ne comprend rien aux émotions populaires.

Un peu de théorie éoligne de la réalité, beaucoup de théorie favorise une pratique gouvernementale efficace. C'est là ce que Lionel Jospin et ses conseillers ne parviennent pas à comprendre. Le pragmatisme est leur philosophie, qui se réduit à des raisonnements binaires. Ainsi, face à la panique provoquée par l'affaire de la « vache folle », ils ont bêtement opposé le rationnel et l'irrationnel en pensant qu'une démonstration de sang froid suffirait à exorciser les peurs.

Tel n'est pas le cas. La panique est un phénomène qui a sa logique, étudiée par Keynes et affinée par des travaux bien connus (1). Trop brièvement, rappelons quelques acquis :

1) La panique est un des effets du comportement mimétique. Que la cause de l'affolement soit une rumeur ou un fait soudain privilégié, il y a contagion de la peur parce que

chacun imite chacun - faute de repère commun.

2) Dans l'économie de marché, dans une foule très sagement assemblée, comme dans un groupe plus ou moins large de consommateurs, la contagion de la peur et la violence qui s'ensuit est un risque toujours présent, le plus souvent maîtrisé, mais qui peut tout à coup se déchaîner de manière imprévisible. Ainsi les krachs boursiers dans les économies prospères et les chutes brutales de monnaies alors que « les fondamentaux sont bons ».

3) Comme le dit André Orléan, « on ne peut avoir raison contre la foule » : en cas de panique boursière, les économistes les plus sages et les mieux informés doivent vendre leurs actions s'ils ne veulent pas être ruinés.

Lionel Jospin a ignoré ces trois données. Il a cru que la foule des consommateurs réglerait son comportement sur celui du pouvoir politique. Or le pouvoir était divisé

contre lui-même : le président de la République réclamait l'interdiction immédiate des farines animales, alors que le Premier ministre voulait attendre les conclusions des experts, et tous deux se disputaient en public, lors du sommet de Vitel, en présence du chancelier allemand ! Il n'était donc plus possible de faire référence à une autorité.

La peur a été alimentée par une série d'informations (un rapport britannique sur l'épidémie, de nouveaux cas de contamination en France, l'image d'un jeune malade) qui ont eu un fort impact parce que le gouvernement leur opposait des dénégations raisonnées (mais strictement défensives) et offrait l'image d'une attente sereine des décisions d'un tiers (un comité d'experts, alors que les experts sont discrédités sur cette question). Or les consommateurs attendaient de l'autorité politique une décision claire et immédiate. Cette autorité divi-

sée voulait raisonner la foule paniquée, et raisonnait contre elle, au nom d'une vérité inconnue, qui serait révélée dans un délai de plusieurs mois.

Somme toute, Lionel Jospin a été victime de l'image qu'il se fait de lui-même et qu'il veut donner de lui-même (l'homme sage, méthodique), alors qu'il a été contraint, au bout d'une semaine de tergiversations, de régler son propre comportement, via les sondages, sur celui de la foule des consommateurs : la raison du très « sage » abdiquant devant la raison des plus « fous ».

Conclusions ?

Il n'y a pas de « bonne communication », mais seulement des théories pertinentes qui peuvent orienter des pratiques efficaces.

Il n'y a pas de démocratie d'opinion qui vaille : le peuple demande à être gouverné par ceux qu'il a élus pour cette tâche.

Régler son action selon les sondages expose à subir la panique que les sondages révèlent et qu'ils peuvent amplifier car ils participent eux aussi au jeu des miroirs. Croyant répondre aux attentes de l'opinion (d'ailleurs diverses et contradictoires), les prétendus responsables ne font qu'aggraver la violence. C'est ce qui fait peur.

Annette DELRANCK

(1) cf. Jean-Pierre Dupuy, « La Panique », Collection Les Empêcheurs de penser en rond, 1991 (épuisé) (voir *Royaliste* n° 557)

et André Orléan, « Le Pouvoir de la finance », Odile Jacob, 1999, prix franco : 148 F (voir *Royaliste* n° 743 et n° 749).

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : La raison du plus fou - p.3 : Parlez-vous le fabiusien ? - Horreur - p.4 : Verts - Captation d'héritage - p.5 : La voix de l'Amérique - p.6/7 : Nouvelles solidarités - p.8 : Tobin - Un roi pour la mort ? - p.9 : Le génie de Bainville - p.10 : Franchet d'Espèrey, maréchal de France - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Derrière nous, le vieux monde.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Parlez-vous le fabiusien ?

Prudentissime, pour ne pas dire plus, Laurent Fabius s'avance masqué. Brouillard des mots, concepts absurdes, dénégations virulentes : sous le verbiage crypté, la froide logique ultra-libérale de celui qui voudrait être le Tony Blair français.

Cela fait quinze ans que je parle le fabiusien. J'ai commencé à l'apprendre quand « Laurent » était le Premier ministre de François Mitterrand. Modeste écolière, je balbutiais au moment de l'affaire du *Rainbow Warrior*, mais je le parlais couramment au congrès de Rennes dans ses différentes formes. Lesquelles ?

On sait que dans certains pays, il existe une langue littéraire et une langue populaire. Le fabiusien est plus compliqué. Il faut en effet soigneusement distinguer :

- le fabiusien littéral, utilisé pour les conversations avec les proches collaborateurs. C'est une langue crue mais cependant élégante - celle du cynisme souriant, du débinaire bourgeois qui ne tolère pas le débraillé, de la demi-vérité susurrée entre deux inflexions molles.

- le fabiusien communicationnel, qui a un sens apparent et un sens caché. C'est ce qu'on lit dans les tribunes des grands quotidiens.

- le fabiusien éthique, langue de la vertu offensée, employé dans les entretiens-chocs de la presse écrite et pour les déclarations solennelles à la télévision.

Prenons quelques exemples :

Fabiusien littéral : « Au référendum sur Maastricht, mon oui était un non au

non ». Ce qui signifie que « Laurent » ne croyait pas une seconde à l'intégration européenne et à la monnaie unique.

Fabiusien communicationnel : récemment usiné, le terme de « stabcroissance » est typique. Bien entendu, c'est un faux concept, d'une évidence absurde : ce qui est stable n'augmente pas, ce qui croît n'est pas stable. Il s'agit d'un slogan, qui résume la stratégie du ministre des Finances : croissance de l'économie, stabilité des prix, tel est le sens apparent, qui fait bon chic bon genre. Mais il y a bien entendu un sens caché : la « croissance retrouvée » s'inscrit dans une politique de laisser-faire (on laisse faire le patronat, on laisse faire la Banque centrale européenne) donc on ne maîtrise pas la conjoncture, mais l'évocation de la stabilité (« stab ») est un message destiné au Medef et aux spéculateurs boursiers sur le maintien de la contrainte salariale.

Prenons maintenant une phrase entière de communication : « Les derniers chiffres indiquent que la croissance est désormais limitée par notre faculté de mobiliser toutes les ressources productives ». (*Libération* du 16 octobre). Le propos paraît anodin mais il signifie que Bercy s'attend à un ralentissement de la croissance et qu'il veut développer une « politique de l'offre », c'est-à-dire répondre

plus que jamais aux exigences du Medef : nouvelles largesses financières et fiscales pour le patronat, et promesse répétée de ne pas favoriser les hausses de salaires.

Passons pour terminer au fabiusien éthique, dont *Le Monde* du 16 novembre nous donnait maints exemples : « De gauche je suis, de gauche je reste » ; « je ne suis pas guidé par le fétichisme budgétaire ou par une orthodoxie mal digérée » ; « je ne suis pas un comptable borné ». Une affirmation et deux dénégations, qui montrent que le ministre a été touché au vif par ceux qui, comme nous, voient en Fabius un Blair français.

Mais ses nobles déclamations ne changent rien à sa gestion. S'exprimant en communicationnel, le rival de Lionel Jospin s'est prononcé pour un « retour total à l'équilibre » budgétaire en 2004, en application rigoureuse du dogme libéral. On ne peut par ailleurs se prétendre de gauche lorsqu'on pratique une politique de baisses d'impôts qui a toujours été dénoncée par la gauche - comme contraire au principe de juste redistribution du revenu national.

On voit aussi ce « socialiste » promettre des « assouplissements » sur les 35 heures dans les petites entreprises, annoncer que les bénéficiaires des emplois-jeunes seront rejetés sur le marché et engager la bataille contre l'augmentation du traitement des fonctionnaires. Laurent Fabius ne ment pas : il fait évoluer la vérité dans le sens d'un pragmatisme ouvert, dicté par la volonté de moderniser ce qui doit l'être quand il le faudra.

Sylvie FERNOY

Horreur

Les étrangers en situation irrégulière placés en zone d'attente (10 000 en 1999, probablement le double cette année) et les étrangers en instance d'expulsion placés dans les centres de rétention administrative vivent dans des conditions scandaleuses.

Le fait est connu. Il gêne suffisamment le gouvernement pour qu'il ait envisagé d'écarter par décret les organisations qui assistent les étrangers ainsi retenus. A la suite de vives protestations, le gouvernement a fait marche arrière mais la situation demeure épouvantable dans ces zones où l'on n'hésite pas à retenir des enfants mineurs (près de mille mineurs isolés ont été retenus au cours des huit derniers mois). Député socialiste, Louis Mermaz vient de dénoncer cette « horreur de notre République » dans son rapport sur le budget de la police.

Au centre marseillais d'Arcenc, dont la gauche s'indignait voici déjà un quart de siècle, le député a vu un « blockhaus » d'une vétusté inacceptable. A Bobigny, il a constaté l'insalubrité des locaux. A Paris, la salle d'attente du dépôt est recouverte d'eau stagnante. A Roissy, les personnes en zone d'attente sont condamnées à une promiscuité et à des conditions sanitaires qui sont contraires à la dignité humaine.

Lionel Jospin et les ministres responsables n'ont rien fait pour que cesse cette honte. Qu'on ne l'oublie pas aux prochaines élections. Quant à Daniel Vaillant, on attend de lui une action immédiate et on espère que les crédits nécessaires ne lui seront pas chichement mesurés.

Jacques BLANGY

Verts

Bonne nouvelle : ce ne sera bientôt plus la peine de combattre les Verts puisqu'ils viennent d'entrer en agonie. Depuis la création de ce groupe de pression camouflé en parti, nous disons et répétons qu'ils n'ont rien à faire dans le champ politique puisque leur sous-idéologie de la nature récuse le politique en tant que tel.

Leur participation au gouvernement ne pouvait manquer de révéler leur inefficacité, que chacun est aujourd'hui en mesure de constater : otages des socialistes, payés en bonnes paroles et en menus gestes, ces pacifistes qui ont commis la faute inexcusable d'approuver la guerre d'agression contre la Yougoslavie n'ont rien fait contre la pollution de l'air et de la mer, et ils étaient en train de régler leurs petits comptes personnels en pleine panique alimentaire. Les voici globalement discrédités. Ils l'ont bien cherché.

Mais ils vont continuer à faire parler d'eux, en donnant le spectacle caricatural de la rivalité entre Dominique Voynet et Noël Mamère pour la candidature à l'élection présidentielle. Pur affrontement des ambitions personnelles, puisque rien ne sépare sur le fond le député-vedette d'une cheftaine à l'inefficacité quasi-proverbiale. Tant pis pour eux.

Ou plutôt tant mieux. Car il faut que les Verts disparaissent du paysage pour que nous puissions à nouveau envisager la manière proprement humaine et nécessairement politique d'habiter le monde - et de le transformer.

Allez, les Verts ! Dépêchez-vous de vous auto-éliminer.

Maria DA SILVA

Captation d'héritage

Jacques Chirac se réclame de l'héritage du général de Gaulle. En réalité, c'est à une opération de liquidation que se livre l'actuel chef de l'État.

C'est au moment où l'on érige une statue au général de Gaulle, sur les Champs-Élysées, que le gaullisme est le plus mal en point. En fait, il est mort depuis longtemps. Faut-il s'en étonner ? Pouvaient-on faire du gaullisme sans de Gaulle ? Selon un récent sondage (1), 33 % de nos concitoyens estiment encore que Jacques Chirac est le plus proche des idées du général. Ou bien ils sont trop indulgents ou bien ils ont la mémoire courte. Celui que Bertrand Renouvin, dans un récent éditorial de *Royaliste* (2), décrivait comme « un homme de droite pétri du radicalisme départemental » a, en effet, « géré » sa circonscription corrézienne comme un notable de la IV^e République. Mais là n'est pas l'essentiel. Après tout, Chaban-Delmas, aujourd'hui unanimement regretté, n'a pas agi autrement. Du duc d'Aquitaine, de Gaulle écrivait (3) : « tant que je dirige ce combat je constate que son adresse va de pair avec son mérite sans estomper sa rectitude ». « Tant que je dirige... » ; en effet, les barons, quand ils existaient encore, ne pouvaient être à eux seuls les garants de l'héritage. Les barons, sans le roi, ce n'est que la féodalité, au pire sens du terme.

« Servir aujourd'hui l'idéal républicain, c'est défendre les institutions et notre acquis constitutionnel ». On croit

rêver, lorsqu'on entend Jacques Chirac prononcer cette phrase, lors de l'inauguration de la statue du général de Gaulle. Et ce, quelques semaines après avoir contribué à l'abrogation d'un septennat auquel l'homme du 18 juin n'a, évidemment, jamais voulu toucher. Cette trahison n'est d'ailleurs pas la première. Souvenons-nous qu'en 1974, Jacques Chirac lançait l'*Appel des 43* qui devait saboter la candidature de Chaban-Delmas à l'élection présidentielle et favoriser l'élection de Giscard d'Estaing. Dont il obtiendra, peu après, le poste de Premier ministre. Sans remonter si loin, il suffit d'observer l'attitude de l'actuel président dans quelques domaines essentiels pour juger de sa fidélité gaulliste. « N'oublions pas que la République est une et indivisible. La France n'est pas et ne sera jamais une mosaïque de communautés, où les particularismes l'emporteraient sur l'intérêt général et l'unité nationale », déclare-t-il. Pourtant, son opposition à la politique menée par Lionel Jospin en Corse demeure bien discrète jusqu'à présent. Il y a peu, le chef de l'État et son Premier ministre marchaient main dans la main pour participer, au mépris des droits du Parlement, à une véritable guerre contre la Yougoslavie, plaçant la France à la remorque des États-Unis. Ajoutons que, face aux politiques de privatisation des entreprises

nationales ou d'atteinte aux acquis sociaux de la Libération - qui constituent de sacrés paradoxes quand elles sont menées par un chef de gouvernement « socialiste » - le silence de Jacques Chirac demeure... assourdissant. Dans le domaine économique et social, où sont la participation et la troisième voie ? On en cherche en vain la trace.

Ces quelques exemples suffisent pour juger de la fidélité du Président de la République aux idées du général de Gaulle. Il n'y a plus depuis longtemps de parti gaulliste dans ce pays. Il subsiste tout juste quelques fidèles isolés. Lorsque Jacques Chirac se réclame du grand homme pour continuer à gérer, via le RPR, son petit capital électoral, il est permis de parler d'imposture.

Alain SOLARI

(1) Sondage Sofres/Le Figaro Magazine, effectué les 27 et 28 octobre 2000.

(2) *Royaliste* n° 757, du 16 au 29 octobre 2000.

(3) « Mémoires d'espoir - Le Renouveau (1958-1962) », Mémoires posthumes parus en 1970.

Cité

Un nouveau numéro est sous presse

Abonnez-vous en profitant de l'ancien tarif encore en vigueur !

Abonnement d'un an (4 numéros) : 140 F

La voix de l'Amérique

Interminable suspense. Pendant les comptages et recomptages des bulletins de vote, le monde entier a eu les yeux tournés vers Palm Beach, le petit comté (arrondissement) de la côte de la Floride dont a dépendu l'issue de l'élection présidentielle.

Modèle de la démocratie, l'Amérique a atteint en quelque sorte l'état ultime du nirvana, la parfaite égalité des candidats, la totale confusion des caractères, la neutralité absolue. Le problème n'est pas dans l'élection elle-même mais dans l'arrangement constitutionnel qui veut que le gagnant emporte tout, les votes de chaque État dans le système fédéral, mais aussi l'ensemble des postes de l'administration. Les limites constitutionnelles ne sont pas, comme dans un régime parlementaire, dans le règne de la majorité mais dans le jeu des équilibres et contrepoids découplant des règles de la séparation des pouvoirs. Le président est limité par le Congrès et par le système judiciaire. Les trois pouvoirs sont aujourd'hui en état de blocage, en leur sein et entre eux.

Il est dommage que cette leçon de droit constitutionnel

sur la nature d'un régime présidentiel et ses conséquences suive d'un peu plus d'un mois le référendum sur le quinquennat en France. Si elle l'avait précédé, nous aurions peut-être pris plus au sérieux les inconvénients d'un système vers lequel nous dirigeons pourtant les principaux avocats chez nous de la réforme constitutionnelle.

On nous dira qu'en cas de résultat contradictoire ou trop serré la cohabitation a montré ses vertus, comme aux États-Unis on pense se tirer d'affaire par une politique bipartisane. Les affrontements autour des résultats de Floride ont révélé que les deux partis n'étaient pas aussi consensuels qu'on le pensait. Avant-on oublié le psychodrame d'il y a à peine deux ans autour de l'« impeachment » du président Clinton par la majorité républicaine, la somme de haines profondes qu'a laissée à travers le pays cet épisode navrant ? Et en Floride même, au début de l'année, la récupération manu militari du petit garçon cubain que les autorités locales voulaient conserver en faisant trainer les procédures. Cette fois il y avait d'autres jusqu'au-boutistes qui auraient bien joué de l'État fédéral contre l'État de Floride et réciproquement. Confiscation des urnes par la garde nationale, état d'urgence, il n'y

avait pas beaucoup de pas à franchir. Que les deux candidats aient dû envoyer à Miami deux anciens ministres des affaires étrangères en dit long sur la nature diplomatique du conflit. Une minute de plus et Kofi Annan aurait pu être appelé en consultation !

La position centriste des deux candidats a oblitéré les profonds clivages de la société américaine qui ont été confirmés par les résultats : 90 % des Noirs ont voté Gore, de même que 79 % des Juifs et 67 % des Hispaniques. Un homme noir sur trois en Floride, État qui a fait la décision, est privé de son droit de vote parce qu'il a, à un moment ou à un autre, été condamné et a été emprisonné. En revanche, le comté de Palm Beach où tant d'erreurs ont été commises regroupe la plus forte concentration de millionnaires blancs retraités.

Hier l'éleveur de porcs de l'Iowa, aujourd'hui le rentier de Palm Beach : les subventions agricoles ont cédé le pas au remboursement des ordonnances. Le président-candidat pourra-t-il faire autre chose que de penser à LA voix qui lui a manqué et à celle qui l'a fait triompher ? Le reste du monde est pris en otage. On s'inquiète à juste titre de la qualité de la légitimité du titulaire de la plus haute magistrature du plus puissant pays du monde. L'Élu de Palm Beach saura-t-il gérer l'économie mondiale et les troubles du Moyen-Orient ? La question doit plutôt devenir : doit-il le faire ? Est-il élu pour cela ? Manifestement pas.

Yves LA MARCK

♦ **BULGARIE** - Le roi Siméon II et la reine Margarita sont arrivés à Sofia pour un séjour d'un mois. C'est la septième fois que le roi se rend dans son pays depuis la chute du communisme. Son fils cadet Konstantin-Assen, prince de Vidin, et son épouse sont également arrivés en Bulgarie. Ces déplacements accréditent les informations du journal bulgare *Monitor* qui affirme que le roi va quitter son exil espagnol et s'installer définitivement en Bulgarie.

Par ailleurs, des députés de tous les groupes parlementaires ont saisi la Cour Constitutionnelle pour qu'elle dise si le roi pourrait se présenter à l'élection présidentielle en dépit du fait qu'il ne résidait pas en Bulgarie (cinq ans de résidence en Bulgarie sont en principe exigés pour pouvoir être candidat). Enfin, les différentes tendances monarchistes ont décidé de s'unir en un seul groupe parlementaire dans la prochaine assemblée.

♦ **DANEMARK** - Le 7 novembre, la reine-mère Ingrid, veuve du roi Frederik IX, est décédée à l'âge de 90 ans. La presse unanime a rendu hommage à cette reine, symbole de l'unité de sa famille et de son pays, et dont la disparition a suscité un chagrin profond et sincère, et montré une nouvelle fois l'attachement indéfectible de la population à la royauté. « Si la monarchie danoise jouit d'une reconnaissance qui ne correspond pas toujours aux normes contemporaines, nous pouvons en remercier la reine Ingrid », écrit le quotidien *Politiken*. « La mort de Dronning Ingrid laisse la nation et la maison royale dans un vide qui ne peut être comblé par d'autres (...), le grand mérite historique de la reine Ingrid est d'avoir avec son populaire époux contribué à développer une monarchie adaptée à son temps et en étroite compréhension et harmonie entre le peuple et la Cour royale » selon le *Berlingske Tidende*.

♦ **ESPAGNE** - C'est avec beaucoup de ferveur, mais aussi une certaine gravité en raison du terrorisme basque qui ensangante le pays, que l'Espagne a célébré le 25^e anniversaire de l'accession au trône du roi Juan Carlos I^{er}. La presse, espagnole et internationale, unanime a rappelé le rôle fondamental que le jeune roi avait joué pour le rétablissement de la démocratie, puis pour sa sauvegarde, lors de la tentative de putsch du lieutenant-colonel Tejero en 1981. Même *Le Monde* (19/11/2000), une fois n'est pas coutume, a consacré une grande page à ce rappel historique sous le titre « Le caudillo est mort, vive le roi ! ». Dans le même temps, une poignée de nostalgiques du franquisme s'était rassemblée à la basilique de la Valle de los Caídos pour y assister à une messe en mémoire du général Franco et de José Antonio Primo de Rivera. Au cours de cette cérémonie, présidée par la fille du dictateur, Carmen, duchesse de Franco, on put entendre des slogans hostiles au roi.

Pour l'action solidaire

Doctor en droit et en histoire économique et sociale, Philippe Arondel est actuellement chercheur au Bureau d'études économiques et sociales de la CFTC. Dans ses précédents ouvrages, il procédait à une critique approfondie du libéralisme économique à partir d'une relecture de la pensée sociale chrétienne. Au terme d'une enquête, il montre aujourd'hui comment s'esquissent de nouvelles formes de solidarité face au travail de destruction sociale accompli par le Medef, et pose les jalons de la nécessaire refondation de l'action syndicale.

■ **Royaliste : Voici un nouvel ouvrage, différent dans sa forme des deux précédents.**

Philippe Arondel : Ce livre est né d'une enquête effectuée auprès de personnalités et de militants qui pouvaient parler, en connaissance de cause, de la solidarité : Jean-Michel Belorgey, qui est l'inventeur du RMI, Chantal Millon-Delsol, qui a travaillé sur la question de la subsidiarité, le président de la commission sociale de l'Épiscopat, des syndicalistes d'Amérique latine et, bien sûr, des représentants de l'économie solidaire. Un travail de réflexion, qui constitue la seconde partie du livre, a été fait à partir des réponses données à l'enquête. L'ensemble vise à redéfinir et à refonder l'action syndicale.

■ **Royaliste : On parle beaucoup de « nouvelles solidarités ». Que faut-il entendre par là ?**

Philippe Arondel : Ce point est à la fois le plus important et le plus difficile à appréhender. Il faut partir de la situation sociale en France. Quoi qu'on en dise, c'est une situation désastreuse. Il y a dans notre pays de nombreux travailleurs pauvres, qu'il faut ajouter, aux millions de personnes privées de travail ou vivant dans la précarité.

Malgré une amélioration de l'emploi, nous assistons à une désagrégation de la société, ou comme le dit plus précisément Robert Castel, à une *désaffiliation* sociale. Beaucoup de nos

concitoyens, qui sont rejetés du système social classique, ont parfois inventé d'autres formes d'organisation qui assurent leur vie ou leur survie. Ainsi on a vu naître les S.E.L. (système d'échanges locaux) et tout un ensemble d'organisations qu'on regroupe sous le vocable d'« économie solidaire ».

Cette notion est difficile à définir, mais on peut dire qu'elle inclut tous les moyens de réinsertion, ainsi que les entreprises qui sont gérées dans un souci de solidarité, sans oublier les produits solidaires - autrement dit l'épargne destinée à être investie dans une action de solidarité et les produits destinés à soutenir la création d'emplois.

Ces initiatives n'ont pas un très grand impact. Mais ces actions ont un grand retentissement. On voit maintenant les grandes banques proposer des financements éthiques et les grands magasins vendre des produits avec un label éthique. Nous avons aussi vu s'installer en France, à l'exemple de ce qui existe depuis longtemps aux États-Unis, la première agence de notation sociale. Cette agence se donne pour mission de définir les critères qui permettent de juger socialement une entreprise - niveau des salaires, nombre de licenciements, etc. Ce qui permet de placer son argent en connaissance de cause. Certains syndicats, surtout la CFDT, se sont beaucoup engagés dans les actions de ce

type. Et vous savez qu'il existe un secrétariat d'État à l'économie solidaire.

■ **Royaliste : Quel jugement portez-vous sur ces tentatives ?**

Philippe Arondel : Toutes ces initiatives sont sympathiques. Les militants de l'économie solidaire se recrutent chez les anciens de 1968, chez les néo-libéraux de la CFDT, auxquels s'ajoutent des représentants des grandes banques qui pensent qu'il y a peut-être quelque chose à glaner de ce côté-là. Ce qui donne une ambiance assez bizarre, mais pas désagréable.

Cela dit, ces militants solidaires expriment aussi de drôles d'idées. Prenons l'exemple de Mme Novak, qu'on appelle la « banquière des pauvres » et qui est actuellement au cabinet de Laurent Fabius : elle a créé l'Association pour le Droit à l'initiative économique (ADIE), qui s'occupe du micro-crédit sur le modèle de ce qui se pratique dans les pays pauvres du Sud. De petites entreprises ont effectivement été créées par ce système, mais Mme Novak en a tiré une philosophie du changement social plus que contestable : elle célèbre le travail indépendant, dénonce le travail salarié et les avantages qui l'accompagnent, annonce qu'il n'y aura plus jamais de sécurité de l'emploi dans le monde du travail. Il est intéressant de noter que la Banque mondiale, qui condamne des populations entières à la misère, soutient

l'action de gens comme Mme Novak. Plus grave : les fonds de pension à vocation solidisant éthique, qui sont promus par MM. Aglietta et Boyer. Ces deux théoriciens de l'école dite de la « régulation », qui ont publié des travaux tout à fait pertinents en économie politique, affirment aujourd'hui que les salariés doivent abandonner la lutte sociale, entrer dans le jeu du capitalisme patrimonial et faire la révolution grâce aux fonds de pension.

■ **Royaliste : Ah bon ! Mais comment ?**

Philippe Arondel : Il suffirait que les syndicats entrent dans les conseils des fonds de pension, et donnent une nouvelle orientation aux investissements. Il est vrai que les syndicalistes américains participent à la gestion des *Mutual funds*, mais nous n'avons pas vu le capitalisme opérer pour autant sa mutation et les États-Unis se

convertir au socialisme. Bien entendu, Nicole Notat appuie ce mouvement, qui se traduit (de manière encore prudente) dans le projet de loi sur l'épargne salariale. Voici un an, Dominique Strauss-Kahn affirmait d'ailleurs que l'avenir était au nouveau capitalisme, et non plus aux augmentations de salaires obtenus par la lutte revendicative.

Il faut prendre garde à cette évolution, qui récupère et dévoie dans un sens ultralibéral le juste souci de solidarité.

■ **Royaliste : Par rapport à cela, que peuvent dire et faire les syndicalistes ?**

Philippe Arondel : Le mouvement syndical est en général très réticent, mise à part la CFDT qui a créé tout un ensemble d'associations qui s'inscrivent dans cette économie solidaire. La CGT-FO y est radicalement opposée. La

tendance moderniste de la CGT est en train de se demander s'il ne serait pas finalement bienvenu de participer à la gestion de l'épargne salariale.

L'important, c'est de comprendre que l'économie solidaire est une pierre dans le jardin syndical. Au XIX^e siècle, le mouvement syndical s'est créé à partir de la conjugaison d'un certain nombre d'actions et d'institutions vouées à la solidarité. Je pense surtout aux Bourses du travail, qui s'occupaient de formation professionnelle, de placements, de formation à la gestion, et qui donnaient des cours de philosophie sociale. Sans se faire les complices des opérations de récupération que je viens d'évoquer, il s'agit aujourd'hui de réintégrer dans l'action syndicale les nouvelles formes de solidarité. C'est là une tâche difficile car le syndicalisme français est un syndicalisme de classe, historiquement très déterminé par l'antagonisme entre le capital et le travail.

■ **Royaliste : Ne peut-on s'inspirer d'expériences faites à l'étranger ?**

Philippe Arondel : Si ! Aussi étrange que cela puisse paraître, des expériences très fécondes ont été faites aux États-Unis. Vous savez que depuis une vingtaine d'années le mouvement social y est tenu en échec. Cependant, il existe un tissu associatif américain très solide et ceux qui contestent le système en place se

sont engagés de deux manières :

- Le mouvement syndical américain évolue de manière positive (les gangsters ont été exclus) et il y a une véritable volonté d'innovation dans la lutte sociale.

- Il existe par ailleurs un front social élargi qui rassemble des syndicalistes classiques, des écologistes, divers mouvements associatifs, des églises : toutes ces organisations mènent des actions revendicatives, souvent hors de l'entreprise puisque les travailleurs ne se rencontrent plus guère à l'intérieur de celle-ci (ce qui est également vrai en France). Les luttes peuvent donc se mener dans le quartier (avec un conseil syndical de quartier), sans que l'on abandonne pour autant l'entreprise. Il est important de souligner que ces actions, qui semblent marier la carpe et le lapin, poussent les citoyens à se syndiquer.

■ **Royaliste : Vous êtes également très attentif au mouvement syndical latino-américain ?**

Philippe Arondel : C'est là un exemple très différent, qui est lié à la situation en Amérique latine. Dans la plupart des pays du sous-continent, 50 à 60 % de la population se trouve dans le secteur « informel » : ce sont les personnes qui vivent sur les trottoirs et qui s'auto-emploient pour ne pas mourir de faim, soit qu'ils mendent, soit qu'ils exercent une activité marginale. Sur le plan syndical, il y a deux mouvements. L'un est constitué par les syndicats qui adhèrent à la CISL, qui est considérée comme l'agent de l'impérialisme américain. L'autre est formé par la CLAT (Confédération latino-américaine des travailleurs) qui est une organisation syndicale chrétienne hostile à la domination des États-Unis. La CLAT part d'une idée qui pose problème : le secteur informel ne pouvant disparaître avant de longues années, il faut partir de cette réalité et organiser les populations qui la constituent. La CLAT a donc créé tout un ensemble d'associations, et essaie de peser sur l'État par l'intermédiaire de celles-ci - par exemple en demandant que les travailleurs du secteur informel bénéficient d'une protection sociale.

Ainsi, à Caracas, une asso-

ciation défend les enfants qui font de la vente sauvage sur les marchés de la ville ; il y a des luttes sociales dans les zones franches où se pratique une surexploitation éhontée ; il y a des mouvements de femmes, ou encore des associations qui s'efforcent de travailler avec les petites entreprises d'une région. Ces initiatives peuvent soulever dans certains cas des objections, mais je suis, pour ma part, très attentif aux réflexions de la CLAT sur la nature du travail et sur la classe des travailleurs, et à sa relecture de la pensée sociale chrétienne.

J'ajoute que, en dehors de la CLAT, certains mouvements méritent notre attention : notamment le mouvement des sans-terre au Brésil, qui est soutenu à la fois par des chrétiens progressistes et par les organisations révolutionnaires.

■ **Royaliste : La situation est tout de même très différente en France.**

Philippe Arondel : Bien entendu ! Mais nous connaissons un phénomène de désaffiliation croissante qui nous confronte à des problèmes similaires, quant à l'organisation du combat contre l'ultralibéralisme. Comme les syndicalistes de la CLAT l'ont très bien compris, la première réponse est d'ordre idéologique. Nous sommes aujourd'hui en guerre idéologique, et la « refondation sociale » voulue par le patronat est un des moments de cette guerre. Les syndicalistes doivent réapprendre à repérer leurs véritables ennemis, pour engager à nouveau la bataille, non seulement dans le domaine idéologique mais aussi partout où il y a moyen d'organiser concrètement la résistance.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Philippe Arondel

**Solidarité,
les chantiers
de l'avenir**

Prix franco : 89 F



■ Engager à nouveau l'action syndicale.

Tobin

A lors qu'une partie du mouvement antilibéral milite en faveur de la taxe Tobin, les textes de son inventeur, le professeur américain James Tobin, n'étaient pas disponibles en français. Une jeune maison d'édition bordelaise a eu l'excellente idée d'en publier la traduction, assortie d'une préface qui éclaire les quatre textes rédigés par l'éminent universitaire.

On sait que la taxe Tobin est un impôt international portant sur les opérations de change : conçu pour freiner la spéculation sur les monnaies, il serait affecté au financement de la dette des pays pauvres.

Le projet est judicieux, mais la plupart de ses défenseurs conviennent volontiers que sa mise en oeuvre est improbable car elle supposerait l'accord de tous les pays, et tout particulièrement des États-Unis qui sont opposés à cet impôt. La proposition de James Tobin n'est cependant pas inutile car il existe une « voie nationale » qui permettrait de pénaliser effectivement les spéculateurs - surtout si cette politique est étendue par accords entre États à l'ensemble de l'Europe. Cette solution a été envisagée par Peter Kennen dans un article, également traduit et présenté par Dominique Inchauspé (1), qui relance utilement le débat.

Jacques BLANGY

James Tobin - « Retour sur la Taxe Tobin », préface et traduction de Nicolas Inchauspé, collection « Voix de la cité », éditions Confluences, 2000 - prix franco : 62 F.

Dans la même collection viennent de paraître des textes de Pierre-Henri Teitgen, « Aux sources de la Cour et de la Convention européenne des droits de l'homme », préface de Vincent Berger - prix franco : 62 F.

Un roi pour la mort ?

Un éminent professeur de philosophie s'est fait historien et psychologue de Louis XVI. Ce monarque, victime de clichés qui semblaient inusables, apparaît comme un homme des Lumières qui fut emporté par une dynamique mortelle.

E ntre la glorification du roi-martyr et le sempiternel portrait du gros monarque empoté, point de livre d'histoire, du moins en France, qui nous donnerait sans passion ni paresseux préjugé la mesure de Louis XVI.

Certes, ici même, dans un entretien trop bref, Ran Halevi nous a fait entrevoir la complexité de l'homme, de l'époque, et de l'absolutisme (1). Mais les amateurs d'histoire attendent toujours l'équivalent du célèbre *Louis XI* de Murray Kendall et guettent ce qui pourrait nous venir des États-Unis (2) car il faut souvent un chercheur étranger à nos passions nationales pour faire évoluer les esprits en France - y compris les plus échauffés.

A défaut d'historien étranger, voici un regard extérieur au champ historique : celui d'Alexis Philonenko (3), auprès de qui d'innombrables étudiants ont appris à lire Kant et Fichte. L'ouvrage que cet éminent universitaire consacre à Louis XVI devrait constituer un événement historiographique qui nourrira de manière substantielle le débat intellectuel et politique - si les critiques prennent le temps de lire ces étonnantes pages, si les historiens et les philosophes admettent que l'on puisse se livrer aux joies salubres de la recherche interdisciplinaire.

Tout cela ne va pas de soi. Certains philosophes se scandaliseront qu'on puisse perdre son temps à scruter les faits et gestes, et même le phimos, du dernier monarque absolu. Les historiens s'étonneront que l'on puisse faire référence à Claude Manceron, et avouer que l'on recopie des auteurs datés - Adolphe Thiers ou Jean Jaurès. Les critiques de la grande presse, pour la plupart notoirement paresseux, seront rebutés par la rigueur des analyses de l'auteur d'ouvrages tels que *Le Transcendantal et la pensée moderne* (4).

Il y a donc grand risque à ce que le livre ne soit pas lu ou négligemment parcouru. Ce serait une injustice car la recherche d'Alexis Philonenko est très originale, stimulante dans ce qu'elle a d'aventureux, et fort savante par bien des éclairages. Il est permis de ne pas suivre l'auteur lorsqu'il décrit la vie de Louis XVI comme une montée, marche après marche, vers l'échafaud. Des remarques anachroniques et des affirmations sans références pourront agacer. Mais les étonnements relancent sans cesse l'intérêt de la lecture d'un ouvrage qui est magistral au moins sur deux points :

- Dans le beau chapitre qu'il consacre à l'Europe philosophique, Alexis Philonenko montre que Louis XVI était pleinement homme des Lumières :

lecteur de Hume (dans le texte anglais), il se méfiait des philosophies dogmatiques, pensait que bien des conventions se cachent derrière les causalités apparemment déterminantes, et n'appréciait guère les intellocrates du temps. Sur-tout, ce roi que les dossiers courants ennuyaient fut un homme de progrès, soucieux des questions alimentaires, passionné par les expéditions maritimes, et qui aimait la serrurerie, apprise pour symboliser son union avec le peuple et pratiquée comme un véritable métier.

- Au moment où se manifeste bruyamment le désir d'une liquidation politique du monarque électif, il est indispensable de connaître la réflexion de Kant sur le procès et la décapitation de Louis XVI et le commentaire qu'en donne Alexis Philonenko : le pire, ce n'est pas l'assassinat d'un monarque, c'est son exécution dans les formes car elle constitue un renversement complet de toutes les règles de droit. Tel est le crime inexpiable qu'il faut méditer, non par compassion militante, mais parce que notre époque est profondément travaillée par la pulsion de mort.

Yves LANDEVENNEC

(1) Cf. entretien « Louis XVI politique » publié dans *Royaliste* n° 682.

(2) Nous attendons toujours la traduction de l'ouvrage de John Hardman, *Louis XVI*, Yale University Press, 1993.

(3) Alexis Philonenko - « La mort de Louis XVI » - Bartillat, 2000 - prix franco : 141 F.

(4) PUF, 1990 - prix franco : 260 F.

Le génie de Bainville

Voilà très longtemps que j'attendais ce Bainville de Dominique Decherf. Pour beaucoup de raisons : l'incontestable lucidité de l'auteur de *Conséquences politiques de la paix* a toujours frappé les esprits indépendants, mais son étonnante limpidité, si l'on songe à la difficulté de démêler les écheveaux de l'histoire, n'en est que plus étonnante. S'ajoute à cela des raisons plus personnelles. Mon éducation politique a commencé par Bainville. Je devais avoir quatorze ans, lorsque j'ai lu son *Napoléon* acheté à la librairie française de Francfort-sur-le-Main... Faire connaissance avec lui, en Allemagne, à l'heure des échanges de jeunesse préparant la réconciliation franco-allemande, ne relevait-il pas d'une belle ironie, à propos précisément de l'auteur de *l'Histoire de deux peuples, continuée jusqu'à Hitler* ? Dominique Decherf, a posteriori, me démontre que ce paradoxe était fécond.

Bainville ne m'avait pas appris la haine, il m'avait initié à une certaine façon d'analyser le monde. Apprenait-il une méthode ? Sans doute, mais celle-ci ne se ramenait pas à des recettes, elle impliquait ce que Dominique Decherf appelle « l'intelligence de l'histoire ». C'est beaucoup plus qu'un art, c'est la faculté d'intérioriser et de dominer son sujet afin de mieux pouvoir saisir le présent tel qu'il se constitue, dans le cadre de tous ses possibles. Mais aucune définition n'égalerait jamais la pratique. Et de ce point de vue, nous sommes gâtés par Dominique Decherf dont le livre entier constitue une traversée de l'oeuvre bainvillienne dans son acharnement quotidien à éclairer l'histoire en marche. Il y a quelque chose de fascinant dans la prodigalité de l'intelligence qui se mesure mieux encore à la modestie du propos. Son éclat n'en est que plus fort, tant la lucidité rétrospectivement vous saute au visage. Comme on comprend qu'il ait séduit ses lecteurs, cet étonnant journaliste qui en une petite colonne définissait le problème exactement là où il était.

En veut-on un seul exemple, qui, avec le recul du temps, nous foudroie, tant la prescience est là, naturelle et géniale ? Il s'agit de Pierre Laval, qui vient de prendre possession du quai d'Orsay en 1934 : « Le gouvernement, écrit Bainville dans *l'Action française*, hésite entre la main que lui tend Staline et celle que lui tend Hitler ». Laval, plus prudent que son prédécesseur à l'égard du Kremlin « paraît moins inaccessible aux avances du Reichsführer » : « Le « Pourquoi pas, après tout ? » qui se disait pour une alliance avec la faucille et le marteau se répète pour une alliance avec la croix gammée ». Et c'est pour conclure : « La politique française n'est pas obligée de choisir entre le choléra et la peste. On dirait vraiment qu'elle y est contrainte. Mais le jour où naîtrait entre la France et l'Allemagne l'entente à laquelle mène un chemin glissant, l'Angleterre aurait lieu encore de s'émouvoir pour elle et pour nous qui aurions vendu notre âme au diable ». Rétrospectivement, cela fait presque froid dans le dos, tant le destin du pauvre Pierre Laval est ici annoncé et stigmatisé jusque dans sa dérive la plus tragique.

par Gérard Leclerc



Ceux qui prennent Bainville pour un pur cynique en seront pour leurs frais. Ce sceptique voltairien, qui, en ce sens, était bien un pur produit de la République laïque, était le plus sensible des hommes. Son souci le plus constant fut de préserver ses contemporains de la mécanique des malheurs dont il ne savait que trop qu'elle les broierait. Veut-on une idée de son humanité ? Qu'on lise son *Journal* des années 1914-1915 que Dominique Decherf a lui-même préfacé et annoté, et on verra comment il échappe aux accents patriotards et à une certaine enflure barrésienne. Ce qu'il a en tête, c'est d'abord l'indicible souffrance des combattants dans leurs tranchées et leurs tueries sans merci.

Autre préjugé : l'antigermanisme de Bainville l'aurait empêché de comprendre la spécificité et l'horreur propre aux nazis. Là encore, erreur complète. Tout d'abord, la dimension totalitaire du phénomène lui est apparue tout de suite : « L'humanité qui en a connu, inventé, subi de toutes sortes, n'avait pas encore vu l'État « totalitaire », énormité qui laisse derrière elle l'Empire mongol et l'Empire des Incas... Hitler compte mettre les systèmes de l'ancien libéralisme, y compris la constitution de Bismarck, au zoo ». Cela est écrit le 3 juillet 1935 ! Mais voilà un autre extrait de *l'Action française* en date du 2 mars 1933 :

« L'antisémitisme de Guillaume II ne se traduisait que par des affronts. Sous Hitler, il menace de tourner aux pogroms ». C'est ce même Bainville qui fait honte, en 1935, au secrétaire d'État au Foreign Office, sir John Simon, allant à la rencontre d'Hitler, d'avoir « oublié la persécution d'Israël ». Il s'agit bien du peuple d'Israël. Le mot est plein de sens.

A la lumière de toute son oeuvre, de tous ses textes, on ne peut que s'interroger sur ce qu'aurait été l'attitude de Jacques Bainville en 1940. Cette guerre, il l'avait prévue dès le traité de Versailles, il en avait dessiné avec une précision confondante tout le processus jusque dans ses détails. Tous ses efforts, il les avait employés pour prévenir le déchaînement d'une puissance allemande, dont il avait prévu qu'elle prendrait la forme

d'un alliage socialiste-nationaliste. Il est invraisemblable que ce Bainville-là ait, non seulement pactisé avec cette Allemagne-là, mais même envisagé un régime de subordination au vainqueur. C'est sans doute à travers cette élucidation d'un post-bainvillisme que l'on saisit mieux la différence qui s'établit, dans les années trente, entre l'éditorialiste de politique étrangère de *l'Action française* et ses amis du quotidien monarchiste. Pour Bainville, le choix en faveur de l'Angleterre est déterminant. Nulle anglophobie chez lui, bien au contraire. Il pense envoyer son fils Hervé poursuivre ses études outre-Manche. Mais surtout, en 1935, quand Massis fait signer un manifeste de fait en faveur de l'Italie mussolinienne contre l'Angleterre, Bainville ne donne pas sa signature. Certes, comme Maurras, il n'entend pas faire tuer des Français contre l'Italie, mais il pressent aussi un danger, qui, dans la suite du mazzinisme, inscrit le fascisme dans la logique d'un impérialisme dictatorial. « Bainville ne désavoue pas ouvertement ses amis. Bien sûr l'Italie ne doit pas être jetée dans les bras de l'Allemagne. Mais l'Angleterre est plus importante que l'Italie... Il nous faut absolument l'alliance anglaise ».

Faut-il noter que, pour le royaliste Bainville, la monarchie est l'institution la mieux à même de dominer les situations et de conduire une politique étrangère ? Il ne voulut jamais que mettre son génie - mot qu'il aurait fermement refusé - au service d'un pays qui, dans une conjoncture tragique, manquait de cette vigie qui aurait pu le sauver.

Dominique Decherf - « Bainville - L'intelligence de l'Histoire », Bartillat, prix franco : 150 F.
Jacques Bainville - « La guerre démocratique, journal 1914-1915 », Bartillat, édition établie par Dominique Decherf, prix franco : 130 F.

Franchet d'Esperey, maréchal de France

Qui connaît le maréchal Franchet d'Esperey ?
Au moment où la Serbie, dont le glorieux soldat, par ses victoires en 1918, nous avait acquis une amitié sans réserve pendant des décennies, retrouve sa liberté, il est temps de se souvenir.

Né en 1856, à Mostaganem où son père, officier à la santé chancelante, tenait garnison, le jeune Louis Franchet d'Esperey fut tôt attiré par les armes. Dans cette famille, on avait l'habitude de servir, elle y a même tout perdu. Le grand-père du futur maréchal, proche de Charles X, fut contraint à l'exil lors de la révolution de 1830. Vingt ans plus tard il regagne la France, ruiné, n'ayant jamais voulu utiliser ses prestigieuses relations pour reconstituer sa fortune.

Élève doué, le jeune Louis, à dix-huit ans, intègre Saint-Cyr parmi les premiers, tout comme plus tard l'École de guerre. A sa sortie, il rejoint les tirailleurs algériens et commence ses campagnes militaires en Tunisie, au Tonkin, en Chine. C'est aussi pour ce brillant militaire le passage obligé au ministère de la guerre où, scandalisé, il assiste « en direct » à l'achat, sur fonds secrets, des votes de nombreux parlementaires.

Un avancement rapide, légèrement retardé lors de l'affaire des « fiches », où l'on voit André, ministre de la guerre, républicain sectaire, conditionnant l'avancement des officiers selon qu'ils portent ou non une particule ou qu'ils assistent ou non à la messe ; double handicap pour d'Esperey qui, le scandale passé, poursuit sa belle carrière. « *Malgré le peu d'estime qu'il porte aux institutions il assume avec compétence les fonctions qui lui sont dévolues sans se départir d'une extrême loyauté* ».

Il y a cependant des limites imposées par la conscience. En 1905, la loi de séparation de l'Église et de l'État, appliquée avec rigueur par le petit père Combe, divise le pays ; c'est l'expulsion des congrégations, les inventaires où l'armée est requise pour accomplir les basses œuvres du régime. De nombreux officiers démissionnent, Franchet d'Esperey, sans fortune, s'apprete à faire de même lorsqu'une mission semi-

diplomatique l'éloigne pour un temps de France.

Nommé général, il se retrouve au Maroc, il prend une part prépondérante à la pacification à côté de Lyautey. L'entente entre eux fut parfaite. Si l'un affichait des opinions ouvertement monarchistes, l'autre n'oubliait pas qu'il était petit-fils d'un ministre de Charles X et fils d'un filleul de Louis XVIII. Les temps mauvais arrivent au cours de l'été 1914. La bataille commence mal pour les armées françaises contraintes à la retraite. Le premier coup d'arrêt à l'offensive allemande est donné par les troupes de d'Esperey lors de la bataille de Guise. Le général se distingue de nouveau à la bataille de la Marne au cours de laquelle son corps d'armée porte le coup décisif à l'ennemi, prélude à sa retraite généralisée. La guerre entre alors dans sa phase statique, c'est Verdun. Le fils unique de d'Esperey tombe là, à dix-neuf ans, une blessure qui ne se refermera jamais. C'est enfin la grande mission qui lui est confiée dans les Balkans où il va donner le meilleur de lui-même en qualité de commandant en chef des armées alliées. Dans cette affaire dont les débuts en 1915-1916 furent sanglants et désastreux aux Dardanelles et à Gallipoli, il va imprimer sa forte personnalité, allant de victoires en victoires sur les Allemands et leurs alliés locaux ; il met la

Bulgarie à genoux, libère la Serbie, se lie d'amitié avec la Roumanie et signe l'armistice avec les Turcs.

Le généralissime rentre en vainqueur, couvert de gloire. Il est fait Maréchal de France, Voïvode de Serbie, est élu à l'Académie française. Il meurt à Albi en 1942, frappé par la tragédie qui submerge cette France qu'il a tant aimée. La nuit complète ? Non pas. Là-bas, dans « sa » Serbie, brille une faible lueur, signe d'espérance, il en a connaissance. Peu de monde devant sa dépouille mortelle à l'exception notable du général de Lattre, alors commandant la 14^e division en zone libre. La famille fait savoir qu'elle quitterait la cérémonie des obsèques si un membre du gouvernement de Vichy y assiste. Un seul gouvernement, en exil, celui de la Yougoslavie, présente des condoléances officielles au général de Gaulle, chef de la France libre ; ce dernier répond « *...Sa volonté indomptable n'a jamais accepté la défaite temporaire des Yougoslaves et des Français qu'il avait fraternellement unis, menés à la victoire. Avant de mourir il aura eu au moins la joie d'applaudir aux exploits héroïques du général Mihailovic* ». La faible lueur de Serbie. On sait hélas ce qu'il advint.

Le lecteur ne devrait pas s'en tenir à ce trop bref résumé, extrait de la très belle biographie, certes un peu hagiographique, que Pierre Gosa consacre au magnifique soldat. Il y a tant de choses à se remémorer ou à apprendre dans ces pages, un très bel hommage qui prend tout son sens au moment où se déroulent en Serbie les événements que l'on sait et qui aurait pu être complet, surtout en ce qui concerne l'académicien, si ce beau récit n'était de façon tout à fait inadmissible véritablement « criblé » de fautes d'orthographe. Dommage !

Michel FONTAURELLE

Pierre Gosa - « *Un maréchal méconnu Franchet d'Esperey, le vainqueur des Balkans* » - Nouvelles Éditions Latines - prix franco : 180 F.

Appel aux témoins, aux acteurs ou aux archivistes...

En 1970-1971 sont parus quelques numéros d'un bulletin polycopié intitulé *Le Lys Rouge*. Un de nos amis étant en train de faire un travail d'historien sur les différentes publications qui ont porté ce titre, nous demandons à tous ceux qui possèderaient quelque exemplaire de cette rareté de bien vouloir nous le signaler.

CITÉ

Le prochain numéro (numéro 35) de notre revue *Cité* est sous presse et devrait parvenir aux abonnés avant la fin du mois. Nous profitons de cette annonce pour signaler que le tarif des abonnements à *Cité* qui est particulièrement bas (140 F pour un an, c'est-à-dire 4 numéros), va être revalorisé fin décembre. Jusqu'à cette date l'ancien tarif est toujours valable. Profitez-en !

CONGRÈS

La commission nationale du projet (ouverte à tous les adhérents) se réunira le 7 avril et le congrès de la NAR aura lieu le 8 avril. Thèmes de cette année : « *Politique fiscale et redistribution du revenu national* » et « *Une politique de l'écologie* ».

ÉTAT DE DROIT

A la suite de la publication dans le dernier numéro de *Royaliste* de l'entretien avec Nicolas Lucas sur les actions de l'association *État de droit*, plusieurs lecteurs nous ont demandé les coordonnées de cette association que nous avions oublié d'indiquer. Réparation de cet oubli : État de Droit, 20 rue de Château-gontier, 49100 Angers - tél. 06.80.57.80.30

FRANCHE-COMTÉ

François-Marin Fleutot présentera son livre « *Des royalistes dans la Résistance* » au cours d'un dîner-débat le mardi 5 décembre à Besançon, au restaurant « Le Clemenceau », 70 avenue Clemenceau. Accueil et apéritif à partir de 19 h. Prix du repas 150 F. Inscriptions auprès de Ph. Kaminski, 2 chemin de Bonnay, 25870 Vieilleville. Tél/télécopie 03.81.57.82.19.

ADHÉSION

« *A la découverte de la nouvelle action royaliste* » est une petite brochure de 16 pages qui contient une présentation de la N.A.R. ainsi que tous les renseignements concernant l'adhésion au mouvement. Cette brochure est spécialement destinée à être envoyée aux personnes qui nous demandent une documentation, mais il serait souhaitable que tous les amis de la N.A.R. en détiennent quelques exemplaires pour pouvoir donner aux personnes avec lesquelles ils parlent du mouvement. Tarif franco : 1 ex. : 6 F - 5 ex. : 23 F. Rappelons que l'adhésion au mouvement est indépendante de l'abonnement à *Royaliste* et que nous incitons vivement tous nos amis à adhérer à la N.A.R.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 29 novembre : Prétendre, comme on le fait habituellement, que les femmes ont toujours été exclues de la vie politique revient à effacer de notre histoire les reines de France et à écarter de la réflexion politique l'analyse du rôle politique joué par « *La reine de France* ». Écartée de la succession par la fameuse « loi salique », la Reine est pourtant la garante de la continuité dynastique. Notre invitée, Fanny COSANDEY, auteur d'un

travail magistral sur la question, nous expliquera ce rôle paradoxal mais décisif de celle qui participait à l'exercice du pouvoir souverain comme mère, parfois comme régente, comme veuve ou comme douairière. La symbolique du pouvoir royal s'en trouve remarquablement éclairée.

♦ Mercredi 6 décembre : Ancienne correspondante du *Monde* à New-York, Nicole BERNHEIM a consacré plusieurs ouvrages aux États-Unis. Dans un livre tout récemment publié, notre invitée pose une question d'une pleine actualité depuis qu'a éclaté une crise qui touche profondément le plus grande puissance mondiale : « *Où vont les Américains ?* ». Pas de réponse à cette question sans un bilan des années Clinton - celles d'un empire en position hégémonique, de l'agression contre la Yougoslavie, de la folle spéculation financière, de l'injustice sociale - sans oublier la fameuse affaire Monica. L'Amérique arrogante et violente est-elle aujourd'hui en danger ?

POUR NOËL, OFFREZ DES BEAUX LIVRES...

- ♦ Le *Dictionnaire historique des rues de Paris* de Jacques Hillairet - 2 volumes reliés pleine toile sous emboîtement - 900 F franco.
- ♦ Les *Oeuvres complètes* de Villiers de l'Isle-Adam, deux volumes en collection de la Pléiade sous emboîtement - 635 F.
- ♦ *La Légitimité dynastique en France* par Hugues Troussset - 120 F franco.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Vient de paraître

Dominique Decherf
Jacques Bainville,
l'intelligence de l'Histoire

Prix franco 150 F
ainsi qu'un inédit

Jacques Bainville
La Guerre démocratique,
journal 1914-1915

Prix franco 130 F

Derrière nous, le vieux monde

Avant d'être remplacée, une organisation sociale doit mourir deux fois - dans la croyance collective puis dans sa structure.

C'est cet effondrement en deux temps qui s'est produit en Union soviétique. Au début des années quatre-vingt, plus personne à l'Est ne croyait au « socialisme réel ». Mais la force de la routine, la résignation favorisée par l'absence d'alternative politique, la peur de la répression et les avantages qu'une minorité retirait de la dérive maffieuse, assuraient le maintien du système. Il a suffi d'une rupture accidentelle (au sens fort du terme) au centre de l'appareil d'État pour que les destructions s'enchaînent.

Les ressorts de l'anti-système libéral sont plus subtils que ceux du collectivisme soviétique, mais le mode de fonctionnement est identique : idéologie maquillée en « réalisme », propagande fondée sur le caractère scientifique de la doctrine (les « lois du marché ») et sur la logique d'une mondialisation inéluctable, promesse faite aux consommateurs d'un avenir radieux, mensonges statistiques, résignation d'une population laborieuse surexploitée, peur diffuse à tous les échelons de la hiérarchie des exécutants, recours massif aux drogues (tranquillisants, alcool...) contre l'angoisse, confiscation de tous les pouvoirs par une minorité cynique et largement corrompue. Je n'oublie pas que les rayons de nos grands magasins sont bien pourvus, et que les contestataires ne sont ni emprisonnés ni inter-

nés. Il se trouve simplement que les « dissidents » de l'ultra-libéralisme sont isolés.

Cette situation peut paraître désespérante. Elle ne l'a jamais été, mais pendant longtemps ceux qui gardaient confiance et avaient la possibilité de résister étaient en minorité. Tel n'est plus le cas.

L'ultra-libéralisme n'a jamais suscité une adhésion massive (Jacques Chirac en 1995 et Lio-



nel Jospin en 1997 ont gagné les élections grâce à un programme anti-libéral, vite renié) mais il se heurte maintenant à un rejet généralisé. La critique théorique de l'économie de marché est devenue une réalité observable dans la vie quotidienne, une évidence collective. Depuis le naufrage de l'Erika, il n'est plus possible de croire que la réduction des coûts par la concurrence est une nécessité bienfaisante : les énormes profits de quelques sociétés ont pour contrepartie des coûts inestimables pour la collectivité.

Au moment où la panique suscitée par la « vache folle » se répand en Europe, il n'est plus possible de croire que la

priorité donnée à la libre circulation des produits sur un grand marché est avantageuse pour tous. Non seulement le consommateur ne s'y « retrouve » pas, mais il prend la fuite sans plus d'examen.

Depuis que les anciens usagers des services publics ont en mains les factures des sociétés privées (service de l'eau) ou des entreprises publiques gagnées par la logique libérale (la Poste), ils ne peuvent plus croire que la liquidation des monopoles publics et du secteur nationalisé entraînera une baisse des prix pour les particuliers et une amélioration de la qualité des prestations.

Même dans le monde capitaliste, on ne croit plus guère à l'efficacité des fusions-acquisitions, au mythe de la « nouvelle économie », à la hausse continue des gains sur les marchés financiers.

Le « monde » ultra-libéral est mort. Il est mort dans les esprits. Il est mort parce qu'il contenait son principe mortifère. Il est mort parce que les peuples du monde entier font, de diverses manières, l'expérience angoissante et parfois terrifiante de cette logique mortelle. Nous sommes donc entrés dans la seconde phase de l'autodestruction du système. Il faut accélérer ce processus, en veillant à éviter autant que possible les vengeances et les violences physiques, mais surtout se préparer à réorganiser la société française et les relations entre les nations.

Grâce à l'immense travail intellectuel accompli depuis vingt ans, nous sommes nombreux, en France et en Europe, à savoir comment entreprendre la reconstruction, et selon quels principes. Bien entendu, nul ne peut prédire le moment et les circonstances exactes qui nous permettront de passer de la résistance active à la révolution. Il suffit, aujourd'hui, de savoir que tout est possible pour garder courage, ou le reprendre.

Bertrand RENOUVIN